

# Le Kosovo: un échec de la communauté internationale après l'implosion de la Yougoslavie

Alexis Troude

Le 17 février 2008, le Parlement de Pristina proclamait de façon unilatérale la sécession de la province du Kosovo-Métochie d'avec la Serbie. Quatorze ans après cette auto-proclamation d'indépendance, bien plus d'inconvénients que d'avantages sont apparus. Le Kosovo est en 2022 un Etat-failli, c'est-à-dire un Etat en faillite économique et politique, où les droits les plus élémentaires, comme la liberté de circuler ou la sécurité des individus, ne sont toujours pas appliqués sur tout son territoire. Il a été dirigé de 2008 à 2019 par des autorités corrompues et impliquées dans divers trafics, dont certains membres sont accusés de crimes de guerre. Enfin, la sécession kosovare présente un risque croissant de déstabilisation des Balkans tout entiers, dans une région où chaque pays regroupe plusieurs nationalités, qui elles-mêmes occupent souvent des espaces transfrontaliers (Albanais, Serbes, Hongrois).

## I Un Etat-failli au cœur de l'Europe

### *1- Une zone d'instabilité permanente*

Depuis la mise sous tutelle internationale du Kosovo en 1999, ni la Mission d'interposition des Nations unies pour le Kosovo (MINUK) ni la Kosovo Force (KFOR) n'ont pu empêcher un processus de purification ethnique impulsé par les extrémistes albanais. Entre 1999 et 2008, sur les 235.000 Serbes, Tziganes, Goranis et Turcs chassés du Kosovo après les accords de Kumanovo, seuls 18 000 ont pu revenir dans leurs foyers. Plus grave, entre 1999 et 2004, 1197 non-Alba-

nais ont été assassinés, et 2300 kidnappés<sup>1</sup>. Il ne reste plus un Serbe à Gnjilane où ils étaient 8.000 en 1999 ; ils sont à peine une quarantaine à Pristina, au lieu de 40 000 en 1999. Sur une population de Roms estimée à 140 000 en 1999, les deux-tiers ont dû fuir. Plus de 150 églises et monastères orthodoxes ont été détruits, et 40.000 maisons brûlées ou détruites à l'explosif par les extrémistes. Enfin, à propos des émeutes anti-serbes de mars 2004 où il y avait eu pas moins de 19 morts, un Rapport récent à l'Assemblée nationale souligne «le bilan accablant du traitement judiciaire des émeutes du printemps 2004. Alors que 50.000 personnes auraient participé à ces violences, seulement 454 inculpations ont été prononcées et 211 coupables condamnés»<sup>2</sup>.

Face à cette situation d'insécurité chronique, la population locale commence à manifester son mécontentement aux forces internationales. En février 2007, deux jeunes Albanais du mouvement «Autodétermination», qui protestaient contre la présence des forces de l'OTAN, sont morts sous des tirs de balles en caoutchouc. Le 14 novembre 2008, une bombe explosait devant le bureau du représentant spécial de l'UE à Pristina, revendiqué par une mystérieuse «Armée de la République du Kosovo» (ARK), qui menaçait dans son communiqué de faire exploser le quartier général de l'EULEX: leur action est clairement tournée contre la présence internationale. Des émeutes inter-ethniques ont également repris au Kosovo. Le 27 août 2008, 100 Serbes et 70 Albanais s'affrontaient dans le quartier des Trois tours à Mitrovica-nord. En juillet 2010, lors d'une manifestation de Serbes du Kosovo, des grenades étaient lancées dans la foule serbe, provoquant un mort et 11 blessés. Mesud Džeković, pédiatre bosniaque grièvement blessé au coeur, décédait à l'hôpital des suites de l'attentat; un des rares députés serbes ayant accepté de siéger au Parlement du Kosovo, recevait une balle dans le genou. Cette violence persistante démontre que toutes les communautés non-albanaises sont visées par le terrorisme; deuxièmement, le Kosovo est encore pour plusieurs années un terrain d'instabilité chronique.

---

<sup>1</sup> I. Bacvanski, N. Neziri, A. Troude, *Rapport au Parlement Européen sur la situation humanitaire au Kosovo-Métochie*, Bruxelles 2008, p 5.

<sup>2</sup> J-P Dufau et J-M Ferrand, *Quel avenir pour le Kosovo?*, Rapport d'information n°448 de l'Assemblée nationale, Paris, décembre 2007, p 26.

C'est dans ce contexte d'insécurité permanente que le 19 avril 2013, les dirigeants serbes et albanais signaient, sous l'égide de Catherine Ashton, Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, toute une série de mesures techniques et politiques connus comme les «Accords de Bruxelles». Ils prévoyaient, en échange de la reconnaissance entière de l'indépendance du Kosovo par Belgrade, d'attribuer aux 10 municipalités à majorité serbe des droits d'autonomie élargie et la création, autour des quatre municipalités de Kosovska Mitrovica, Leposavić, Zubin potok et Zvečan, d'une entité entièrement autonome dénommée Kosovo-Nord<sup>3</sup>. Mais les dirigeants de Priština se sont fait fort de bloquer jusqu'à aujourd'hui toute application de ces «Accords de Bruxelles», malgré la bonne volonté de Federica Mogherini<sup>4</sup> (Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique étrangère de 2014 à 2019) et Johannes Hahn<sup>5</sup> (Commissaire européen à l'élargissement et à la politique européenne de voisinage de 2014 à 2019). Dès le 23 décembre 2015, Albin Kurti<sup>6</sup> affirmait que ces accords sont restés «lettre morte sur le papier» car la Cour constitutionnelle du Kosovo avait proclamé la veille que la création de l'entité du Kosovo-Nord était contraire à la Constitution du Kosovo. La conséquence de ce lent pourrissement des négociations est leur arrêt de facto. Le nouveau gouvernement kosovar, élu en 2019, ne veut plus entendre parler d'un Kosovo-Nord, pour-

---

<sup>3</sup> Les domaines de compétence élargie de ces municipalités serbes au Kosovo devaient être : Education, santé, développement économique, aménagement rural et urbain. En outre, les « Accords de Bruxelles » prévoyaient l'instauration de juges serbes et d'un chef de police régional au Kosovo-nord.

<sup>4</sup> Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique étrangère de 2014 à 2019.

<sup>5</sup> Commissaire européen à l'élargissement et à la politique européenne de voisinage de 2014 à 2019.

<sup>6</sup> Albin Kurti, fondateur du Parti «Autodétermination» (Vetëvendosje), a été un opposant au dirigeant serbe Slobodan Milošević dans les années 2000, puis au gouvernement kosovar dans les années 2010. Son parti «Autodétermination» allie un programme social de gauche à une ligne nationaliste radicale, refusant tout compromis avec Belgrade. Chef du gouvernement depuis sa victoire aux élections législatives de 2019, Albin Kurti est fermement opposé à l'émergence du territoire autonome du Kosovo-nord, ce qui freine les négociations avec la Serbie dans le cadre du processus de Bruxelles.

tant pièce maîtresse des accords de Bruxelles. On peut donc dire que les négociations sont au point mort, avec une démonstration de l'inefficacité de la diplomatie de l'UE.

*Une gouvernance kosovare sous l'épée de Damoclès*

La déclaration unilatérale d'indépendance du 17 février 2008 a entraîné l'arrivée au pouvoir d'anciens chefs de guerre, qui ont tous eu des démêlés avec la justice dans les années 2010. Agim Çeku, ex-commandant de l'armée yougoslave, devenu Premier ministre du Kosovo en 2004, a commis des crimes de guerre lorsqu'il combattait en Croatie dans les années 1990. Il a été par ailleurs poursuivi par des tribunaux serbes pour crimes de guerre durant le conflit en 1998 au Kosovo. Le second Premier ministre, Ramush Haradinaj (2006-2007), a eu un procès au TPIY, dans lequel le procureur réclamait 25 ans de prison pour le massacre de dizaines de villageois serbes, (civils, femmes et enfants) durant la guerre du Kosovo en 1998. Haradinaj a été acquitté en avril 2008 pour absence de preuves ; en effet, neuf témoins sont morts accidentellement durant son procès. Considérant qu'il n'y avait pas eu de protection suffisante des témoins, le TPIY a ordonné le 21 juillet 2010 un nouvel emprisonnement de Ramush Haradinaj, afin d'ouvrir un nouveau procès: il sera rejugé pour six chefs d'accusation de crimes de guerre dont plusieurs pour meurtre, traitement cruel et torture, mais sera acquitté en appel. Après être de nouveau Premier ministre du Kosovo en septembre 2017, Haradinaj sera obligé de démissionner à l'été 2019, après avoir été convoqué par la nouvelle Cour spéciale du Kosovo, pour crimes de guerre. Enfin, Hashim Taçi, qui dirigeait les forces de l'UCK en 1998, puis a été Premier ministre (2008-2014) et Président (2016-2020) du Kosovo est accusé par Belgrade d'avoir directement massacré 60 villageois serbes du Kosovo, durant l'été 1998. Par ailleurs, un rapport des services secrets allemands (BND) démontre l'implication de Taçi dans le racket et le trafic de cigarettes développés par la mafia albanaise. Enfin, Hashim Taçi est accusé par Carla Del Ponte, ancien procureur du TPIY et Dick Marty, rapporteur de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, d'avoir été impliqué dans une terrible affaire de trafic d'organes prélevés sur des prisonniers serbes durant la guerre du Kosovo de 1998. L'ancien chef de l'UCK a été obligé de démissionner de la

Présidence suite à son inculpation en juin 2020 par le Tribunal spécial pour le Kosovo pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité<sup>7</sup>.

Mais le comble de l'ignominie est le trafic d'organes dont on soupçonne depuis plusieurs années la mafia kosovare liée à certaines franges du pouvoir à Priština. En avril 2008, Carla del Ponte publiait en italien « La chasse, les criminels de guerre et moi », un livre dans lequel elle évoquait un trafic d'organes mené au Kosovo à la fin des années 1990, impliquant de hauts responsables politiques actuels siégeant à Priština. Environ 300 prisonniers serbes auraient été transportés pendant l'été 1999 depuis le Kosovo jusqu'en Albanie, dans la petite ville de Burrel, à 91 km au nord de Tirana, où ils auraient été enfermés dans une sorte de prison. Un local dans une « maison jaune » en dehors de la ville aurait été utilisé comme théâtre d'opération. Lors d'une mission du Conseil de l'Europe, les enquêteurs ont découvert en 2004 des traces de sang dans la maison, qui avait été repeinte en blanc entre-temps, de même que des restes de matériel médical usagé (gaze, seringues, bouteilles vides et médicaments utilisés pour la relaxation musculaire)<sup>8</sup>. Les organes prélevés auraient été ensuite « envoyés vers des cliniques à l'étranger pour être implantés sur des patients qui payaient », pendant que les victimes restaient « enfermées jusqu'au moment où elles étaient tuées pour d'autres organes »<sup>9</sup>.

---

<sup>7</sup> Hashim Thaçi est accusé, lors de la guerre du Kosovo de 1998-1999, d'être responsable de meurtres, de disparitions forcées, de persécutions et de tortures. Il attend son procès dans les geôles du Tribunal spécial pour le Kosovo, à La Haye.

<sup>8</sup> Vesna Perić, « Serbs'Organs sold from Albania », Voir le site [www.ipsenews.net](http://www.ipsenews.net); Paul Lewis, "At family farm, grim claims of organ culling from captured Serb soldiers", *The Guardian*, 25 novembre 2008; <https://www.guardian.co.uk/world/2008/nov/25/kosovan-albanian-guerrillas-war-crime>.

<sup>9</sup> La Serbie a réagi au printemps 2008 en demandant à la justice internationale de rouvrir l'enquête sur ce trafic présumé. Côté kosovar, la ministre de la Justice avait, elle, qualifié de « fabrications » les faits rapportés par Carla del Ponte. Or le 5 novembre 2008, une enquête du « Spiegel » a réactivé les soupçons. Les journalistes s'intéressent maintenant particulièrement à la maison de la famille Katuci où, selon del Ponte, se serait passé l'essentiel des opérations. Même si la famille nie tout en bloc, de fortes présomptions existent. Deuxième point intéressant, del Ponte affirme que dans ce trafic auraient été impliqués, à la fin des années 1990, des dirigeants de l'actuel Kosovo indépendant, dont l'actuel Premier ministre Hashim Thaçi. L'enquête du Conseil de l'Europe n'avait pas abouti car les témoins éventuels

Face à toutes ces révélations, le Conseil de l'Europe a engagé en novembre 2008 l'enquêteur spécial Dick Marty; connu pour avoir réglé des questions épineuses, il estime que ces crimes ont été commis dans la ferme de la famille Katuci, mais aussi ailleurs en Albanie, là où à la fin des bombardements de l'OTAN en 1999 les membres de l'UCK avaient tué des dizaines de prisonniers serbes. Egaleme nt Fred Abrahams, de l'ONG «Human Rights Watch», qui avait eu entre les mains des documents s'y rapportant, semblait accréditer cette thèse en déclarant qu'il n'y avait plus aucun doute en ce qui concernait les enlèvements d'entre 100 et 300 jeunes Serbes en 1999 et leur transfert en Albanie. Le dirigeant kosovar Ramush Haradinaj, ancien chef militaire de l'UCK, a lui-même annoncé le 16 mai 2008 qu'il «soutenait» une enquête sur le trafic d'organes de Serbes disparus au Kosovo en 1999. En janvier 2010, un Rapport officiel rédigé par Dick Marty est adopté au Parlement européen, avec des conclusions édifiantes. Ce rapport atteste d'abord que le «Groupe de la Drenica», clan mafieux dont le parrain serait Hashim Thaçi, a organisé dans des camps de la mort la tuerie de Serbes mais aussi d'opposants albanais afin de prélever leurs organes. Ensuite, sous l'égide de politiciens comme Hashim Thaçi, un véritable marché noir d'organes prélevés aurait été organisé, avec comme plaque tournante l'Albanie et le Kosovo, à destination de cliniques privées en Europe et en Israël. En outre, le rapport est sévère pour l'ONU et l'UE qui «n'ont pas estimé nécessaire de procéder à un examen approfondi» de ces faits, «en dépit des indices concrets au sujet de tels trafics»<sup>10</sup>.

Les révélations de Dick Marty embarrassent en effet fortement les gouvernements occidentaux, censés contrôler la situation des droits de l'homme alors qu'ils connaissaient les agissements des trafiquants

---

n'avaient pas osé parler, de peur de mettre en cause d'anciens membres de l'UCK maintenant au pouvoir. Selon un des enquêteurs de l'époque, «ils ont eu peur que chacune de leur déclaration ne soit une condamnation à mort». « La maison de la fin du monde : révélations sur un trafic d'organes de jeunes Serbes du Kosovo », *Der Spiegel*, 5 novembre 2008.

<sup>10</sup> Dick Marty, *Traitement inhumain de personnes et trafic illicite d'organes humains au Kosovo*, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 12 décembre 2010; <https://assembly.coe.int/nw/xml/News/FeaturesManager-View-FR.asp?ID=964>.

d'organes. L'américain Gérald Galucci, responsable de la Mission de l'ONU au Kosovo-nord jusqu'en 2008, a affirmé en 2012 que les dirigeants du "Quintette" (USA, Grande-Bretagne, Allemagne, France et Italie) étaient parfaitement au courant du trafic d'organes. Un ancien conseiller du procureur du TPIY, Carla Del Ponte, pointe aussi les divergences de vue entre TPIY et MINUK sur la question des enquêtes à entamer sur les assassinats post-1999; Carla Del ponte a clairement indiqué que "l'OTAN ne coopérait pas avec nous" dans la recherche des criminels de guerre albanais. En jouant la stabilité et en misant sur Thaçi plutôt que de faire respecter le droit et mener des enquêtes, la KFOR et la MINUK ont joué avec le diable<sup>11</sup>.

II- Le Kosovo entre «state-building» onusien, présence de l'OTAN et «Armée du Kosovo»

### *1- Une présence internationale critiquée*

Quatorze ans après l'indépendance autoproclamée du 17 février 2008, force est de constater que le Kosovo reste un laboratoire du concept onusien du "state-building", c'est-à-dire la construction d'un État, sans passé historique, selon des normes imposées de l'extérieur. Actuellement, la sécurité est assurée par près de 3.800 soldats de la Force de l'OTAN pour le Kosovo (KFOR); cela reste un contingent important pour un territoire grand comme deux départements français. Chargée du maintien de la paix, la KFOR s'est aussi occupée d'opérations de police très fréquemment. Dans ce cadre, la CEDH a parfois critiqué la KFOR d'avoir outrepassé ses fonctions (affaire Behrami); par ailleurs, la minorité serbe s'est souvent plaint de la brutalité des soldats de l'OTAN, lors notamment des émeutes à Mitrovica encore en 2018.

En outre, l'UE a dépêché dès 2008 la Mission «État de droit» de l'UE (Eulex): 1.900 juges, policiers et douaniers pour promouvoir l'état de droit au Kosovo. Le premier bilan sur l'action de l'Eulex est

---

<sup>11</sup> Carla Del Ponte, *La traque, les criminels de guerre et moi*, Editions Héloïse d'Ormesson, 2009.



assez symptomatique des difficultés à imposer des règles de droit<sup>12</sup>. Alors que 420 plaintes avaient été déposées, seuls 120 dossiers avaient été traités et 16 verdicts prononcés au 1er juin 2009, avec un seul jugement pour crimes de guerre; près de 10 ans après sa création, seuls 620 verdicts avaient été prononcés (pour 800 employés internationaux). Par ailleurs, plusieurs juges d'Eulex ont dû démissionner pour pots-de-vin; chargée de lutter contre la corruption endémique et de superviser la justice kosovare, Eulex s'est trouvé être elle-même un foyer de malversations<sup>13</sup>!

De plus, l'action d'Eulex est résolument tournée vers le contrôle des 120.000 Serbes restant au Kosovo. Alors que le rédacteur du rapport avoue que "la réintégration des policiers serbes qui avaient refusé de travailler sous les ordres des Albanais, prend du temps", force est de constater que la présence et l'action d'Eulex se concentre majoritairement sur le nord du Kosovo, à forte présence ethnique serbe. Par contre, Eulex semble peu gênée par les pratiques hors-normes des dirigeants albanais : Hashim Rexhepi, gouverneur de la Banque centrale accusé de corruption, a été relâché par l'EULEX après quatre mois en prison, suite à des négligences fortes dans l'enquête préliminaire des juges de l'UE.<sup>14</sup>

### *2-Un embryon d'armée sous contrôle international*

Le 21 janvier 2009, un embryon d'armée du Kosovo a été mis sur pied par le gouvernement albanophone de Priština. Elle se dénomme Force de Sécurité du Kosovo (KFS) composée de 2.500 hommes d'active et de 800 réservistes. Dotée seulement d'armes légères, la KSF s'emploie à la protection civile et aux interventions en situation de crise (violences interethniques). Mais Belgrade et les Serbes du Kosovo y sont fermement opposés, car son acceptation équivaldrait à recon-

---

<sup>12</sup> Rapport de l'ONU sur la mission Eulex ; <https://www.bruxelles2.over-blog.com/article-32645867.html>.

<sup>13</sup> Hugo Lemonier et Jean-Baptiste Chastand, «Eulex, une mission qui enchaîne les scandales», *Le Monde*, 16 novembre 2017. [https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/11/16/eulex-une-mission-qui-enchaene-les-scandales\\_5215658\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/11/16/eulex-une-mission-qui-enchaene-les-scandales_5215658_3214.html).

<sup>14</sup> Andrea Capussella, «EULEX au Kosovo : un brillant symbole d'incompétence», *The Guardian*, 11 avril 2011.



naître une souveraineté étrangère sur leur propre sol; de plus, les Serbes estiment que cet embryon d'armée représente un facteur d'instabilité dans la région, car pouvant venir en aide aux mouvements armés albanais au Sandjak ou en Macédoine. On peut le comprendre car la FSK a été considérée par l'ex-président du Kosovo Fatmir Sejdiu comme le «fondement d'une future armée du Kosovo». Par ailleurs il est intéressant de noter que cette force de protection civile est habillée par les USA, entraînée par le Royaume-Uni et motorisée par l'Allemagne.

En décembre 2018, la KSF a été transformée en «Armée du Kosovo»; dotée de 5.000 hommes et 3.000 réservistes. La Chine et la Russie soutiennent la Serbie dans la non-reconnaissance de cette armée toujours instruite et habillée par les Américains, et soutenue par les Britanniques. L'Otan a dénoncé dès le lendemain la décision du Kosovo de transformer ses forces de sécurité en armée et son secrétaire général Jens Stoltenberg affirmait «Je regrette que cette décision ait été prise en dépit des préoccupations exprimées par l'Otan». En effet, l'«Armée du Kosovo» n'a jamais pu vraiment calmer les tensions inter-ethniques et s'est toujours trouvée obligée d'appeler au soutien de la KFOR pour réprimer les débordements réguliers lors des manifestations depuis cinq ans. L'OTAN d'ailleurs semble gênée par cette montée en puissance d'une armée supplétive des USA. L'«Armée du Kosovo» n'est donc qu'une force supplétive des Etats-Unis, dans un Etat failli sous contrôle international.

### *3- Une stratégie de la tension assumée de la part des autorités auto-proclamées du Kosovo*

C'est donc en suivant cette escalade de la tension que plusieurs événements récents ont amené le Kosovo au bord de la guerre civile. En mars 2018, le Directeur du bureau du Kosovo-Métochie (Belgrade), Marko Djurić, en visite officielle auprès des maires des communes serbes du Kosovo-Nord a été littéralement kidnappé à Mitrovica puis molesté dans les rues de Priština par la police du Kosovo. En septembre 2018, des membres de cette même police ont bloqué la centrale électrique de Gazivode, lors d'une opération commando digne des plus mauvais films américains. Enfin en décembre 2018, les autorités auto-proclamées de Priština ont déclaré un blocus commercial aux

frontières avec la Serbie, provoquant des manques alimentaires importants dans la partie majoritairement serbe du Kosovo-Nord. Contrairement aux règles de liberté commerciale défendues par l'OMC et à toutes les règles du droit international, ils ont imposé de taxer à 100 % tous les produits en provenance et/ou à destination de la Serbie, provoquant un arrêt brutal des échanges et en cascade de nombreuses fermetures d'entreprises<sup>15</sup>. La décision d'instaurer des taxes sur les produits Serbes et de Bosnie-Herzégovine (les deux pays de l'ex-Yougoslavie qui ne reconnaissent pas le Kosovo) est intervenue après un énième échec des autorités Kosovares à intégrer l'agence Interpol.

La police spéciale de l'Etat auto-proclamé du Kosovo a, sous prétexte de stopper une filière de trafiquants, mené une opération d'envergure à Mitrovica-Nord, Zvečan et Leposavić, trois communes serbes au nord du Kosovo, à l'été 2018. 16 policiers serbes ont été arrêtés et 2 membres russes de l'ONU. Mais les agents de la police spéciale du Kosovo (ROSE) ne se sont pas empêchés de terroriser la population serbe, en tirant sur certains passants, au risque de créer de nouvelles émeutes chez les Serbes du Kosovo.

Cette stratégie de la tension, permettant aux Albanais de mener une pression constante sur les autorités serbes, a aussi été appliquée sur le plan diplomatique en France même. Lors des célébrations du 11 novembre 2018, le Président de cet Etat-failli, poursuivi par des cours de justice suisse et serbe pour trafic d'organes, Hashim Thaçi, a réussi à se placer juste derrière le président français, alors que Alexandre Vučić, était relégué au troisième rang. Cela semble une ironie de l'histoire, quand on sait que lors de la Première Guerre mondiale, la Serbie, alliée à la France au sein de l'Armée d'Orient avait obtenu la première victoire décisive à Dobro polje dès le 15 septembre 1918, a sacrifié un tiers de sa population civile pour la Victoire finale, le Koso-

---

<sup>15</sup> Lors d'un discours au Parlement de Priština prononcé le 7 avril 2019, Haradinaj explique que les droits de douane de 100 % sur les marchandises en provenance de Serbie et de Bosnie-Herzégovine ont été introduits « contre les intérêts russes et serbes dans les Balkans ». Il se décrit comme « un soldat américain qui ne fait qu'appliquer les ordres liés à la situation sur le terrain ». Il ajoute qu'« un Kosovo fort sert les intérêts des États-Unis, en s'opposant à ceux des Russes » ; [https://ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2106\\_kos\\_proces\\_ramush\\_haradinaj\\_152387\\_web.pdf](https://ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2106_kos_proces_ramush_haradinaj_152387_web.pdf).

vo-Métochie était simplement une province méridionale de la Serbie et les Albanais des ennemis de l'Armée d'Orient.

### III- Le Kosovo comme plate-forme des réseaux islamistes internationaux

#### *1-La base du djihadisme en Europe*

Plusieurs sources sérieuses ont démontré que la guérilla de l'UCK a été soutenue dès 1998 par des moudjahiddines liés à Al Qaïda. Le *Washington Times*, s'appuyant sur un rapport des services américains, révélait le 4 mai 1999 – c'est-à-dire pendant les bombardements de l'OTAN – que certains combattants de l'UCK luttant contre l'armée yougoslave ont été «formés dans des camps terroristes en Afghanistan et en Bosnie-Herzégovine» et «financés par Oussama Ben Laden».

Durant le conflit du Kosovo au printemps 1999, des vétérans du «Djihad islamique» venant de Bosnie et de Tchétchénie ont «passé la frontière de l'Albanie voisine par groupes de cinquante hommes ou plus». Selon le gouvernement serbe, l'unité «Abou Bekir Sidik» opérait dès le mois de mai 1998 dans la vallée de la Drenica. Composée de 210 combattants «internationaux» (Bochniaques, Saoudiens, Yéménites, Irlandais), cette unité était commandée par Ekrem Avdi, ex-djihadiste en Bosnie et proche des Frères Musulmans. Le politologue Xavier Pauly révèle que le groupe d'Avdi était rattaché au commandement UCK de la zone de Serbica jusqu'à son démantèlement, le 6 août 1998. Or ce groupe était à l'origine une ONG islamique, «le Bureau de la cause islamique pour les Balkans», dont les ramifications s'étendaient en Bosnie (Zenica) et dans le Sandjak<sup>16</sup>.

Lors des émeutes anti-serbes des 17 et 18 mars 2004, Ekrem Avdi était présent auprès d'autres membres présumés d'Al Qaïda, comme Samedin Xhezairi<sup>17</sup>. Le journaliste d'investigation Jürgen Elsässer a prouvé que plusieurs leaders d'Al Qaïda ont joué la courroie de transmission avec les chefs de l'UCK. Abou Hamza aurait ainsi créé et

<sup>16</sup> François-Xavier Pauly, *Les ONG islamiques au Kosovo*, l'Age d'Homme 2005, p.39.

<sup>17</sup> Ministère de la Défense de Serbie-Monténégro, «Rapport sur les événements du Kosovo les 17 et 18 mars 2004», Revue Vojska, Belgrade, 25 mars 2004.

dirigé un camp d'entraînement d'Al Qaïda près de Prizren. Mohammed Al Zawahiri, chef du «Djihad islamique» égyptien et frère du bras droit de Ben Laden, aurait également dirigé une unité d'élite de l'UCK. Enfin Ridvan Neziri, ancien d'Afghanistan, faisait office pendant la guerre du Kosovo de représentant d'Al Qaïda auprès de l'Etat-major de l'UCK<sup>18</sup>.

Or, les extrémistes de l'UCK, soutenus par Al Quaida, ont procédé depuis 1999 à un grignotage systématique du territoire kosovar<sup>19</sup>. Les trois grandes villes du Kosovo ont été épurées de leur population serbe: Priština est aujourd'hui vidée des 40.000 Serbes que comptaient la ville en 1999, tout comme le sont Peć et Prizren. Les Serbes sont petit à petit repoussés au nord de l'Ibar selon une logique implacable. Après les grands centres du sud (Prizren) et de l'est (vallée de la Drenica) dans les années 2000-2002, il a été procédé à partir de 2003 à l'épuration des Serbes du cœur de la plaine du Kosovo, au carrefour des grands axes de communication. Un premier déferlement de violence a eu lieu les premiers mois du rétablissement d'une autorité albanaise au Kosovo, avec des assassinats de paysans et plusieurs villages serbes attaqués de nuit par les extrémistes albanais. Le 15 août 2003, à Goraždevac, une fusillade sur un groupe d'enfants serbes qui se baignaient dans la rivière aboutit à l'assassinat des jeunes Ivan Jovanović et Pantela Djakić. Les Roms ont aussi beaucoup pâti de l'extrémisme albanais: plusieurs dizaines de milliers ont dû fuir après 1999, souvent à l'étranger. Les Roms restés au Kosovo s'entassaient souvent dans des camps de réfugiés au nord de l'Ibar. Cela a débouché sur le «pogrom anti-serbe» des 17 et 18 mars 2004, pendant lesquelles un déferlement de violence inouï de la part cette fois d'une partie de la population albanaise a abouti à un bilan dramatique: 19 morts, 900 blessés, 700 maisons et trente églises détruites, 4.000 personnes chassées de chez elles. Là encore, les attaques albanaises étaient ciblées, car elles visaient des villages serbes autour de Pristina et le dernier réduit méridional dans des monastères autour de Prizren.

---

<sup>18</sup> Jürgen Elsasser, *Comment le Djihad est arrivé en Europe*, Xenia 2006, pp 164-165.

<sup>19</sup> Christophe Chiclet, «Les soldats perdus de l'UCK», *Confluences Méditerranée* 2001/3 (n° 38), pages 25 à 30.

Ce constat tragique est fait au moment où l'activisme de groupes islamistes radicaux s'accélère. Ainsi dans le village de Rezale (Drenica), la mosquée entièrement financée par l'Arabie saoudite et respectant scrupuleusement la charia, est dirigée par un imam cousin du n°2 d'Al Qaïda. Dans les villages alentour, l'appel au djihad est fréquemment prononcé. Ces islamistes radicaux sont soutenus par des groupes extrémistes venus du Sandjak et même d'Albanie. Un des camps d'entraînement terroriste de la Drenica, tenu par le membre des services de contre-espionnage du gouvernement provisoire de Pristina, Ilijaz Prokchi, servirait, selon les services de l'OTAN, au maniement des armes chimiques. Le plus inquiétant est que ces extrémistes «locaux» sont de plus en plus soutenus de l'extérieur. Ainsi en décembre 2006 seraient arrivés au Kosovo, par l'entremise d'organisations caritatives islamistes, une trentaine de moudjahiddines égyptiens venus de France.

Ils ont été accueillis par le groupe «Abou Bekir Sidik» à Srbica, qui pourrait disposer d'un armement important car leur mosquée d'attache se situe à côté de l'ancienne usine d'armements «Ilijaz Kodra». Leur but serait d'engager la lutte armée contre la KFOR et la MINUK afin d'ouvrir un corridor islamiste joignant l'Albanie au nord du Kosovo<sup>20</sup>.

### *2-Un Islam radical importé supplante l'islam local pluriséculaire*

L'activisme islamiste s'accompagne du remodelage total du paysage architectural musulman du Kosovo. Des mosquées qui depuis des siècles répondent aux critères ottomans de l'art musulman sont détruites pour être remplacées par des mosquées de type wahhabite, carrées et massives, complètement étrangères aux coutumes locales. Cela est particulièrement criant à Gazimestan, entre Pristina et Mitrovica, où la tombe du sultan ottoman Mourat et deux turbe (tombeaux turcs) ont été dynamités par les extrémistes fondamentalistes. A Prizren, ville de coexistence catholique, orthodoxe et musulmane datant de plusieurs siècles avant l'arrivée des Ottomans, la mosquée principale a été rénovée avec de l'argent saoudien. Le nouvel imam fait des prêches wahhabites et heurte la population locale en remplaçant de magnifi-

---

<sup>20</sup> Andrija Mikic, "Le Djihad menace le Kosovo", *Novosti*, Belgrade, 8 mars 2007.

ques décorations en bois ottomanes par de nouvelles plaques en aluminium tout droit venues d'Arabie saoudite. Il offre des voyages d'«études islamiques» en Arabie saoudite ou en Egypte à des jeunes qui reviennent endoctrinés au nouveau rigorisme fondamentaliste.

Entre 2000 et 2019, des mosquées de style néo-ottoman, ancrées dans la tradition locale, ont été détruites à Peć, Rugovo et Priština par les Saoudiens du «Saudi Joint Relief Committee» afin de les reconstruire sur le modèle wahhabite. Selon Xavier Pauly, politologue, cette stratégie s'inscrit dans la volonté globale de ré-islamiser les jeunes générations eu égard à leur poids démographique, en modifiant leur environnement islamique traditionnel, jugé «impur» et leur religiosité populaire, afin que leur «œuvre» porte ses fruits en une ou deux générations. Dans ce contexte, la question est clairement de savoir si on va laisser un nouvel Etat islamiste s'installer au cœur de l'Europe.

Un autre acteur important sur le plan culturel au Kosovo est la Turquie. L'empire ottoman a marqué de son empreinte les Balkans par un très riche patrimoine religieux (mosquées, medresas, funduqs). Face à l'offensive culturelle d'un islam wahhabite (Arabie) qui a construit 240 mosquées dans le seul Kosovo en 15 ans<sup>21</sup>, la Turquie a pris le taureau par les cornes. C'est pourquoi Ankara a ces dernières années accéléré son aide religieuse, en finançant la plus grande mosquée du Kosovo à Mitrovica (2 millions d'euros) et celle de Tirana (30 millions d'euros). En choisissant des lieux symboliques de l'islam sunnite européen, la Turquie pense combler rapidement son retard et s'imposer comme puissance culturelle de premier plan dans les Balkans.

Au début des années 2010, un soft power turc a été mis en place en place dans les Balkans. L'Agence de Coopération et de Développement (TIKA), avec ses 6 bureaux, est le plus grand pourvoyeur d'aide des Balkans; il finance la construction d'écoles et d'universités, mais aussi s'intéresse au patrimoine<sup>22</sup>. Plus généralement, l'influence tur-

---

<sup>21</sup> Claire Levenson, « L'Arabie saoudite a transformé le Kosovo en repaire de djihadistes », SLATE 23 mai 2016; <http://www.slate.fr/story/118443/arabie-saoudite-transforme-kosovo-en-repaire-de-djihadistes>.

<sup>22</sup> Maillon essentiel du *soft power* turc, l'Agence de Coopération et de Développement (TIKA-*Türk İşbirliği ve Kalkınma Ajansı*) prend en charge la rénovation du patrimoine ottoman, ponts, mosquées, medresse. La TIKA s'occupe aussi de l'aide aux plus démunis (microcrédits, santé).

que s'étend grâce à sa politique culturelle, jouant sur un islam ottoman pluri-séculaire. Sur 23 centres culturels turcs dans le monde (*Yunus Emre Enstitüsü*, YEE), pas moins de douze centres sont présents dans les Balkans, diffusant la langue et la culture turques<sup>23</sup>. Sur le plan scolaire, des écoles financées par le mouvement gülleniste<sup>24</sup> et développant un islam sunnite rigoriste, ont été construites en Albanie, en Bosnie-Herzégovine surtout, mais aussi au Kosovo, en Macédoine du Nord et en Roumanie<sup>25</sup>.

### 3- Le djihad européen a prospéré grâce au conflit du Kosovo

Fréquemment, des fuites des services de renseignement de la KFOR nous indiquent la gravité de la menace terroriste islamiste au Kosovo et ses alentours. Dans un communiqué du 8 mars 2007, il est annoncé que des djihadistes se prépareraient à commettre des attentats au nord de l'Ibar au Kosovo et au Sandjak, dans le but d'élargir leur contrôle territorial aux zones de peuplement serbe. Le quartier général de l'u-

---

<sup>23</sup> Pour Davutoğlu, la puissance repose autant sur la force que sur la capacité à influencer l'opinion publique : langue, croyance, culture, loisir dessine les contours d'un *soft power* néo-ottoman. Calqués sur le modèle des instituts Confucius, les centres Yunus Emre essaient à travers les Balkans. Leur répartition géographique révèle les pays cibles d'Ankara (deux en Albanie, trois en Bosnie, un en Serbie, trois au Kosovo, trois en Macédoine). A travers ces instituts linguistiques la Turquie délivre des bourses et forme des étudiants appelés plus tard aux responsabilités. Cfr. Tancredi Jossieran, «Regards français sur les relations turco-balkaniques», *Kultura*, n°164, Belgrade (Serbie), automne 2019, pp 215-230.

<sup>24</sup> La confrérie de l'imam Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis depuis 1999, existe depuis plus d'une quarantaine d'années. Elle est active dans plus d'une centaine de pays à travers le monde. En France, c'est la ville de Pantin (93) qui héberge le siège de multiples associations affiliés au Hizmet (le service, comme l'appelle ses membres). On y trouve des écoles et centres de soutiens scolaires, une fédération entrepreneuriale ou encore une fondation humanitaire ; <https://www.franceculture.fr/societe/la-repression-du-mouvement-guleniste-en-france>.

<sup>25</sup> L'enseignement religieux n'y est pas ostentatoire, même s'il y règne souvent un certain conservatisme (personnel féminin voilé, cantines parfois séparées pour garçons et filles). Selon Jean Marcou, les Turcs ne sont pas là seulement «pour faire de l'aide au développement économique, mais aussi pour réhabiliter le patrimoine ottoman et établir des coopérations culturelles». Dans les écoles de Bosnie, le turc est enseigné à 10.000 élèves dans 150 établissements, troisième langue étrangère derrière l'anglais et l'allemand.



nité de moudjahiddines albanais «Abou Bekir Sidik», commandée par Ekrem Avdiija, se trouverait à Mitrovica – sud et déploierait ses activités en Métochie (Drenica) et au Monténégro oriental (Mokra Gora).

Or ce constat arrive au moment où l'activisme de groupes islamistes radicaux s'accélère. Ainsi dans le village de Rezale (Drenica), la mosquée entièrement financée par l'Arabie saoudite et respectant scrupuleusement la charia, était dirigée encore en 2014 par un imam cousin du n°2 d'Al Qaïda. Dans les villages alentour, l'appel au djihad est fréquemment prononcé. Ces islamistes radicaux sont soutenus par des groupes extrémistes venus du Sandjak et même d'Albanie. Un des camps d'entraînement terroriste de la Drenica, tenu par le membre des services de contre-espionnage du gouvernement provisoire de Pristina, Ilijaz Prokchi, servirait, selon les services de l'OTAN, au maniement des armes chimiques. Le plus inquiétant est que ces extrémistes «locaux» sont de plus en plus soutenus de l'extérieur. Ainsi en décembre 2012 seraient arrivés au Kosovo, par l'entremise d'organisations caritatives islamistes, une trentaine de moudjahiddines égyptiens venus de France. Ils ont été accueillis par le groupe «Abou Bekir Sidik» à Srbica, qui pourrait disposer d'un armement important car leur mosquée d'attache se situe à côté de l'ancienne usine d'armements «Ilijaz Kodra». Leur but serait d'engager la lutte armée contre la KFOR et la MINUK afin d'ouvrir un corridor islamiste joignant l'Albanie au nord du Kosovo<sup>26</sup>.

Or le lien entre le groupe terroriste de l'UCK et l'Etat islamique est maintenant avéré. En effet, plusieurs camps d'entraînement de l'ex UCK sont maintenant utilisés par l'Etat islamique: il y aurait ainsi sur tout le territoire du Kosovo encore en 2019 cinq camps d'entraînement de l'Etat islamique, préparant plus de 300 jeunes hommes au djihad<sup>27</sup>. Selon le chef du contre-terrorisme serbe au Kosovo Stevan Djokić, ces camps sont une menace permanente qui plane sur la Serbie et toute la région. Le terrorisme islamiste est ici clairement utilisé dans des buts territoriaux par Priština: évincer définitivement les Serbes du Kosovo et étendre leur contrôle sur le Sandjak et la Serbie méridionale. Se-

<sup>26</sup> Andrija Mikić «Le Djihad menace le Kosovo», *Novosti*, Belgrade, 8 mars 2007.

<sup>27</sup> Renaud de la Villardière, «Bosnie, Serbie, Kosovo, les nouveaux territoires de l'islam radical», *Reportage «Enquête exclusive»*, M6, juillet 2018.

lon Dževad Galijašević, expert du terrorisme international, les adolescents y sont de futures bombes humaines, destinées aux théâtres d'opération en Europe de l'ouest comme au Moyen Orient, car après avoir subi un lavage de cerveau, ils reçoivent un entraînement militaire soutenu, avec utilisation des moyens classiques (bombes, grenades) mais aussi les plus modernes (drones, cyber-attaques)<sup>28</sup>.

Selon les propres sources du gouvernement de Priština, 348 de leurs citoyens sont partis se battre en Syrie à partir de 2012. Parmi ceux qui sont revenus, un certain Fitim Lljajdrovci, est intéressant dans son parcours meurtrier. Ce terroriste est jugé et auditionné déjà en 2013 à Alep pour ses actions terroristes au sein du Front Al Nosra à Alep. Mais en 2015, à son second séjour combattant, il se met au service de l'unité albanaise de l'Etat islamique commandée par Lavdrim Muhadžerija; de retour au Kosovo en 2018, il clame que «le califat n'est pas mort», rajoutant «je souhaite créer l'Etat islamique au Kosovo»<sup>29</sup>.

## Conclusion

On semble donc se diriger vers un isolement du Kosovo sur la scène internationale. La situation intérieure, déjà moribonde avec un taux de chômage parmi les plus importants du continent, va s'amplifier avec l'appauvrissement des Kosovars, qui provoque déjà leur exode massif vers l'Union européenne, notamment l'Allemagne et l'Autriche. Les liens démontrés entre bandes armées locales et djihadisme international, après avoir maintenu le Kosovo dans la terreur, risquent de faire tâche d'huile dans toute la région. Or cette crise profonde fait déjà le jeu de puissances tutélaires traditionnelles sur la région, comme la Turquie. Celle-ci développe au Kosovo une politique néo-ottomane, attestée par la déclaration tonitruante du premier ministre Er-

---

<sup>28</sup> <http://informer.rs/vesti/drustvo/394093/isis-pet-kampova-kosovu-obucava-300-dece-teroriste-zabrinjavajuci-podaci-bezbednosnih-strucnjaka>.

<sup>29</sup> Anthony Lloyd, «Isis djihadists back in Kosovo ready for die for caliphate», *The Times*, 5 octobre 2018; <http://www.thetimes.co.uk/article/isis-fighters-return-to-kosovo-with-a-new-mission-v75gx0hs9>.

dogan qui a affirmée, le 23 octobre 2013, à Prizren : «La Turquie, c'est le Kosovo et le Kosovo c'est la Turquie ». Dans une région marquée par plus de quatre siècles de domination ottomane, cela sonne le glas de toute idée d'un Kosovo souverain. Considéré par les grandes nations musulmanes comme un pion des Etats-Unis en Europe, le Kosovo est en outre de moins en moins soutenu au sein de l'Onu, avec des reconnaissances passées de 111 états sur 193 en 2019 à moins de 95 aujourd'hui. Enfin on peut se demander, à l'aune de la crise ukrainienne, si l'on se dirige vers un redéploiement des forces de l'OTAN, comme demandé le 3 mars 2022 par l'ancien haut représentant de l'UE Valentin Inzko, ou bien au contraire vers une préemption par les puissances eurasiatiques, comme la Turquie, la Russie ou la Chine, de cette région située au coeur des Balkans? Le Kosovo est donc en train de devenir une pièce maîtresse du «Grand Jeu» entre puissances, sur fond d'impuissance européenne.

## Bibliographie

### *Ouvrages généraux sur les Balkans*

- Batakovic D., *Histoire du peuple serbe*, Age d'Homme 2005  
 Chomsky N., *Le nouvel humanisme humanitaire*, Lausanne 2000  
 Chomsky N., *Les Etats manqués*, Fayard 2007  
 Collon M., *Poker menteur*, EPO 1998  
 Del Valle A., *Guerres contre l'Europe : Bosnie, Kosovo*, Syrtes 2001  
 Jelavic B., *History of the Balkans*, Cambridge University Press 1989  
 Johnstone D., *La croisade des fous*, Le Temps des cerises 2005  
 Lutard C., *Géopolitique de la Serbie-Monténégro*, Complexe 1998  
 Mac Kenzie D., *Serbs and Russians*, Boulder 1996  
 Marchand P., *Géopolitique de la Russie*, Ellipses 2007  
 Nouzille J., *Histoire de frontières, l'Autriche et l'Empire ottoman*, Berg, 1991  
 Schmidt-Eenboom E., *Der Schattenkrieger, Klaus Kinkel und der BND*, Econ Verlag Düsseldorf 1995  
 Thomas R., *The Politics of Serbia in the 1990's*, Columbia Univ Press, 1999  
 Troude A., *Géopolitique de la Serbie*, Ellipses 2006  
 Troude G., *Yougoslavie: un pari impossible?*, L'Harmattan 1998  
 Troude G., *Conflits identitaires dans la Yougoslavie de Tito (1960-1980)*, Association Pierre Belon 2007, FMSH  
 Weibel E., *Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 à nos jours*, Ellipses 2002

## Ouvrages sur la question du Kosovo

- Achar G., *La nouvelle Guerre froide : le monde après le Kosovo*, PUF 1999
- Bacevich A., *War over Kosovo : politics and strategy in global age*, Cambridge University Press 2001
- Batakovic D., *La spirale de la Haine*, Age d'Homme 1995
- Clayer N., *Aux origines du nationalisme albanais. La naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe*, Karthala 2007
- Del Ponte C., *La traque, les criminels de guerre et moi*, Héloïse d'Ormesson 2009
- Elsasser J., *La RFA dans la guerre au Kosovo*, L'Harmattan 2002
- Elsasser J., *Comment le Djihad est arrivé en Europe ?*, Xenia Vevey 2005
- Floquet M., COQ B., *Les tribulations de Bernard K. en Yougoslavie*, Albin Michel, 1993
- Gallois P-M., *Guerres dans les Balkans*, Ellipses 2002
- Kepel G., *Jihad*, Gallimard, 2000 et 2003
- Kola P., *The search of Greater Albania*, Hurst, 2003
- Malcolm N., *Kosovo, A Short History*, Papermac 1998
- Pauly X., *ONG islamiques au Kosovo*, Age d'Homme 2005
- Pipa A., *Studies on Kosovo*, New York 1984
- Pipa A., *Albanian Stalinism*, Boulder Colorado 1990
- Pean P., *Le monde selon K.*, Fayard, 2009
- Popovic A., *Les musulmans yougoslaves*, Age d'Homme 1990
- Roux M., *Les Albanais en Yougoslavie*, Maison des Sciences de l'Homme, 1999
- Raufer X., *La mafia albanaise*, Favre Lausanne, 2000
- Samardzic R., *Le Kosovo-Metohija dans l'histoire serbe*, Age d'Homme 1990

